



ARRÊTÉ DU MAIRE

Arrêté n°210/2022

OBJET : Déménagement – autorisation provisoire de circuler sur la commune et de stationner le 18 juillet 2022 – 5 place Lucien Boilleau.

Le Maire de Morangis,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-2,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation des routes, Livre 1,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.411-8, R.417-1 et R.285-1

Vu la délibération du Conseil municipal n°024/2022 en date du 12 avril 2022 relative au produit de la redevance d'occupation du domaine public,

Vu la délibération n°032/2020 du Conseil municipal du 4 juillet 2020, portant sur l'élection du Maire,

Considérant la demande en date du 16 juin 2022 par laquelle la société JD DEM sise ZI de la Prairie 91140 Villebon-sur-Yvette, demande l'autorisation de circuler sur la commune et à occuper le domaine public communal pour le stationnement d'un camion, à hauteur du 5 place Lucien Boilleau, 91420 Morangis,

Considérant qu'il y a lieu de neutraliser deux places de stationnement, au droit du 5 place Lucien Boilleau, 91420 Morangis,

ARRÊTÉ

Article 1 : En raison d'un déménagement, la société JD DEM est autorisée à circuler sur la commune et à occuper le domaine public communal pour le stationnement d'un camion, à hauteur du 5 place Lucien Boilleau, 91420 Morangis.

Article 2 : Neutralisation de deux places de stationnement, à hauteur du 5 place Lucien Boilleau, pour la journée du 18 juillet 2022.

Article 3 : Le montant de la redevance d'occupation du domaine public pour la neutralisation de deux places de stationnement s'élève à 15€.

Ce montant sera à régler auprès de la Trésorerie de Chilly-Mazarin après réception de l'avis de paiement.

Article 4 : Il sera procédé à la mise en fourrière de tout véhicule gênant conformément aux articles R.417-1 et R.285-1 du Code de la Route.

Article 5 : Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son stationnement de jour et de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 6 : La présente autorisation n'est donnée que sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur.

Article 7 : Monsieur le Chef de l'agglomération de police de Juvisy-sur-Orge, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le chef de service de la Police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Morangis, le 05 juillet 2022

Madame le Maire,
Brigitte VERMILLET



Arrêté certifié exécutoire

Madame le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'État.